



SHUTTERSTOCK

Dans le débat sur l'usage des OGM de deuxième génération, la question de l'étiquetage tout au long de la chaîne se pose : de la semence à l'assiette.

“Il doit y avoir une obligation d'étiquetage tout au long de la chaîne, depuis la semence jusqu'au produit acheté par le consommateur”

Entretien Alice Dive

Virginie Pissoort est responsable Plaidoyer chez Nature & Progrès. À ce titre, elle mène la fronde avec d'autres associations de la société belge et européenne pour une régulation stricte des OGM de deuxième génération.

Pourquoi vous opposez-vous farouchement à cette deuxième génération d'OGM ?

Précisément parce qu'il n'y a pas de raison de ne plus appliquer le principe de précaution édicté par la directive européenne de 2001 sur les organismes génétiquement modifiés (OGM). Cette dernière est guidée par ce principe, en droit environnemental et en droit de la santé, selon lequel, si on a une incertitude scientifique sur les risques d'une technologie pour l'environnement ou pour la santé, même si ces risques ne sont pas démontrés à 100%, il faut appliquer certaines règles de précaution. Pour le dire autrement, on n'a pas assez de recul par rapport à la manière dont ces modifications génétiques des plantes ou des bactéries peuvent affecter l'environnement ou la santé. Face à cette absence de certitudes et vu la hauteur des risques courus pour nos écosystèmes déjà fragilisés, il faut continuer à mettre des balises.

Concrètement, que réclamez-vous ?

Nous demandons qu'il continue à y avoir, avant une mise sur le marché, une évaluation des risques. Par ailleurs, il doit y avoir une obligation d'étiquetage tout au long de la chaîne, depuis la semence jusqu'au produit acheté par le consommateur. Étiqueter uniquement les semences ne suffit pas. Il faut également des méthodes de dé-

tection et une responsabilisation des acteurs, s'il devait y avoir des impacts sur l'environnement ou sur notre santé. Enfin, nous demandons l'interdiction de ces NGT (*nouvelles techniques génomiques*) dans la filière biologique et organique, puisque c'est le désir des consommateurs et des producteurs de pouvoir continuer à être “garantis sans OGM”.

Des négociations à l'échelon européen vont démarquer afin de tenter de s'accorder sur la réglementation de ces nouveaux OGM. Pourquoi la position de la Belgique dans ce dossier ne vous satisfait-elle pas ?

La position de la Belgique est assez curieuse : malgré son feu vert au Conseil européen sur le texte proposé par la présidence polonaise le 14 mars dernier, elle a assorti son “oui” d'une déclaration qui mentionne un certain nombre de balises et de conditionnalités à un “oui” final sur le texte qui sortira de cette phase de trilogue européen.

Pour notre part, nous partageons les conditionnalités émises par la Belgique (l'obligation d'évaluer les risques avant toute mise sur le marché, l'interdiction des brevets...) mais déplorons son “oui, mais...” qui laisse planer le flou. Jusqu'ici, je rappelle tout de même que la position de la Belgique en la matière était l'abstention compte tenu de l'absence de consensus intrabelge, soit entre les trois ministères (agriculture, santé, environnement) compétents sur cette problématique. Cela démontre une fois encore que la réglementation des OGM de deuxième génération n'est pas qu'une question de pratique agricole.

Que répondez-vous à ceux qui soutiennent que ces nouveaux OGM peuvent rendre notre agriculture plus durable et plus résiliente face au changement climatique ?

D'une part, je tiens à relever que ceci est un argument qui est d'abord porté par les firmes. Cela va donc dépendre de ce sur quoi elles vont travailler, de ce sur quoi la recherche sera menée. Mais ce que l'on constate aujourd'hui par rapport aux OGM de première génération, c'est que l'on avait également déclaré que cela allait permettre de lutter contre le ré-

chauffement climatique. Or, qu'est-ce que les firmes ont développé le plus ? Des semences résistantes aux herbicides, c'est-à-dire qui permettent d'utiliser du Roundup à tout-va sans que la plante ne souffre. Autrement dit, cela va dépendre de ce que propose et étudie l'industrie... mais on a tout de même de gros doutes. Je rappelle au passage que ce sont les mêmes entreprises qui développent à la fois les produits

chimiques et les semences.

D'autre part, nous sommes convaincus, chez Nature & Progrès, que la meilleure manière d'avoir une agriculture résiliente aux enjeux climatiques est de privilégier des pratiques hyperdiversifiées. C'est ce que l'on appelle l'agroécologie biologique ou l'agroforesterie. Il y a suffisamment d'expertise scientifique sur la durabilité des pratiques agroécologiques. C'est là-dessus, selon nous, qu'il faut travailler plutôt que de miser sur des technologies très aléatoires qui sont aux mains de firmes qui font la pluie et le beau temps.



Virginie Pissoort
Responsable Plaidoyer chez
Nature & Progrès